

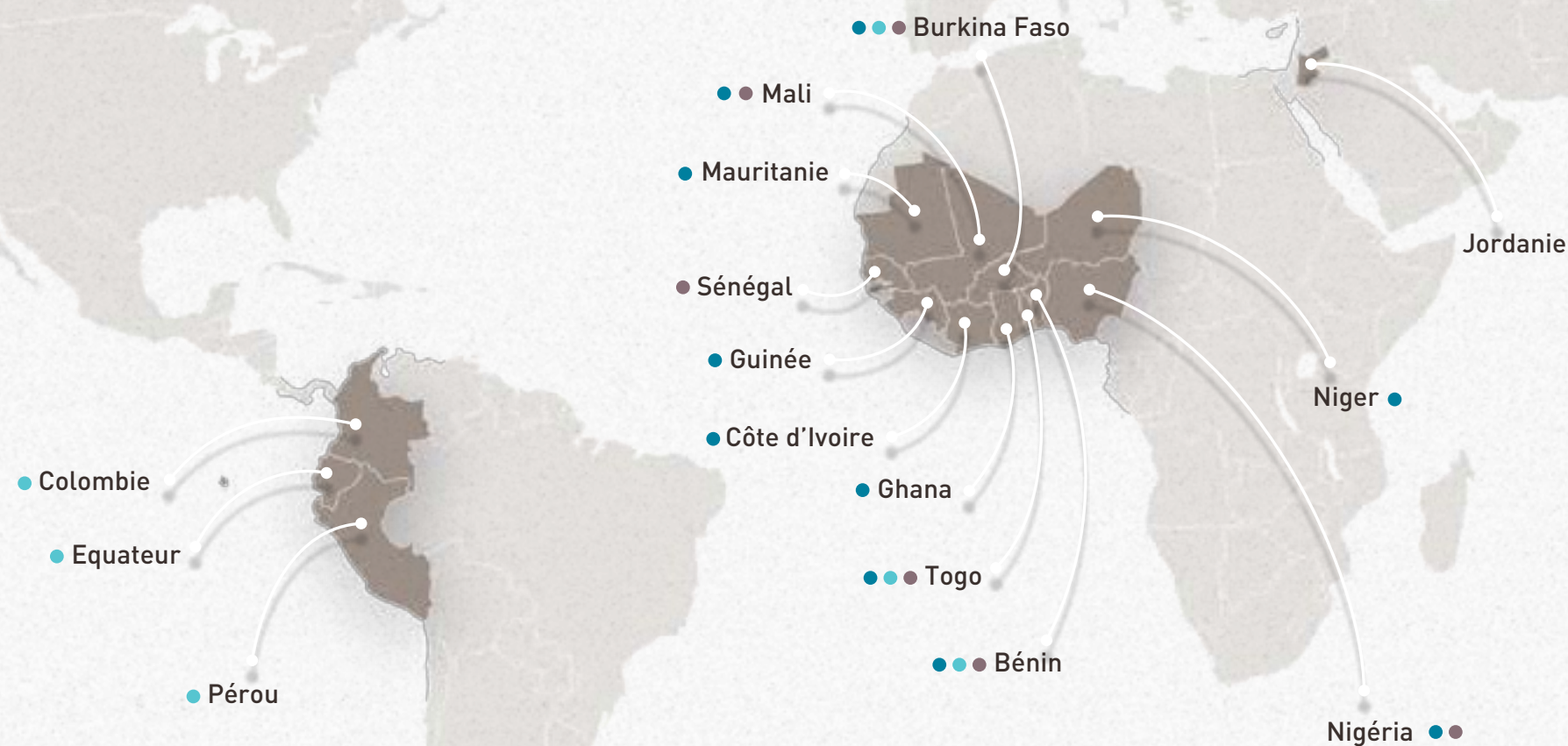


# RAPPORT D'ACTIVITÉ

**ACTING**  
FOR **LIFE**



# 23 PROJETS DANS 15 PAYS



**ACTING**  
FOR **LIFE**

**3**

THÉMATIQUES  
D'INTERVENTION



FORMATION  
ET INSERTION  
PROFESSIONNELLE



AGROPASTORALISME



SYSTÈMES AGRICOLES  
ET ÉCOSYSTÈMES

**2**

NOUVEAUX  
PROJETS

**40**

PARTENAIRES  
LOCAUX

**24**

SALARIÉ·E·S

**20**

ADMINISTRATEURS·RICES



# ÉDITO

Le développement au cœur de notre action et de notre fonctionnement.

La crise du COVID 19 aura fait basculer dans l'extrême pauvreté environ 120 millions de personnes en 2020 à travers le monde. La poursuite de la pandémie en 2021 laisse augurer une nouvelle détérioration de la situation, inversant ainsi la tendance à une réduction continue de la pauvreté au niveau mondial au cours des vingt dernières années.

Malgré les difficultés inhérentes à cette crise - périodes de confinements, distanciation sociale interdisant les réunions, fermetures des frontières -, nos partenaires et nos équipes ont pu, dans ce contexte dégradé, poursuivre les activités opérationnelles en faveur des populations vulnérables bénéficiaires de nos projets que ce soit en Afrique de l'Ouest ou en Amérique latine.

En 2020, l'association a précisé ses domaines d'intervention pour la période 2020-2025 autour de trois thématiques : Agropastoralisme, Formation et Insertion Professionnelle, Systèmes Alimentaires et Écosystèmes qui, chacune à leur façon, contribuent à lutter contre la vulnérabilité économique et sociale tout en s'associant aux efforts pour la transition écologique et l'égalité de genre. Acting for Life réaffirme sa stratégie partenariale avec les Organisations de la Société Civile du Sud qui visent à renforcer leurs capacités d'intervention et leur rôle dans le développement économique local.

Les réalisations d'Acting for Life et de ses partenaires ne seraient pas possibles sans la générosité et la fidélité dans la durée de grands donateurs, entreprises ou fondations. Ces donateurs, en dépit de l'impact de cette crise sur leurs propres activités et leurs ressources, continuent à nous manifester leur confiance et leur soutien. Qu'ils en soient ici remerciés. Cependant, l'association devra, dans les prochaines années, et afin d'asseoir son développement, faire un effort tout particulier pour convaincre de nouveaux donateurs de s'associer à nos projets de développement en faveur des populations vulnérables.



Jean-Cyril Spinetta  
Président

## SOMMAIRE

ÉDITO	4
PRÉSENTATION D'ACTING FOR LIFE	6
FAITS MARQUANTS 2020	10
PROJETS	12
RAPPORT FINANCIER	24
PARTENAIRES FINANCIERS	26
GOVERNANCE ET ÉQUIPES	28
PUBLICATIONS	30





# 45 ans d'actions

## Un développement économique et social territorial

Depuis 1973, l'ONG Acting for Life agit pour permettre à plus d'un million de personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion de vivre dignement de leur travail sur leur terre. Chaque année, Acting for Life mène une trentaine de projets solidaires avec une cinquantaine de partenaires locaux en Afrique, Amérique latine, Asie et Océanie.

Acting for Life place la question du développement économique territorial au cœur de son action par la mise en œuvre de projets ancrés au sein des territoires visant à renforcer l'économie des communautés rurales autochtones, le niveau de compétences et la création de valeur à l'échelle locale et régionale. Pour cela, Acting for Life identifie, soutient et renforce les organisations locales les plus à même d'accompagner ses communautés : ONG, associations professionnelles, coopératives...

Avec ses partenaires locaux, Acting for Life développe des modèles économiques pérennes et construit des réponses adaptées aux problématiques d'exclusion, de pauvreté, de mobilité et de changement climatique. L'association joue un rôle de catalyseur en mobilisant l'énergie de l'ensemble des parties prenantes au plan local autour d'objectifs partagés.

Pour réaliser cette mission, et bien au-delà de la logique d'aide ponctuelle d'urgence, Acting for Life privilégie 3 domaines d'intervention pour contribuer à l'émergence d'organisations locales porteuses de réponses adaptées.

1973

Prenant conscience des difficultés économiques et sociales affectant les pays du Sud, des personnels du transport aérien s'associent à des dirigeants d'entreprises et fondent le G.A.R.D (Groupe d'Aide aux Réfugiés et personnes Déplacées) pour mener des actions de solidarité en Haïti, au Gabon, au Cameroun et en Guinée Equatoriale.

1979

Création du G.A.R.D en France, un secrétariat international au service des ONG émergentes du Sud (appui projets, financier, ingénierie, etc.).

1981

Le G.A.R.D France devient le Groupe d'Aide aux Réalisations pour le Développement et met en place des programmes de développement à long terme dans les pays du Sud.

1992

Le G.A.R.D devient le Groupe Développement avec pour signature « La vie, pas la survie ».

1994

A la demande d'ECPAT International (End Child Prostitution and Trafficking), regroupant 90 ONG spécialisées, Groupe Développement intègre un nouvel objet social : la lutte contre les abus sexuels et les violences sur les enfants.

2002

L'association Groupe Développement est reconnue d'utilité publique en France.

2009

Pour une reconnaissance internationale, Groupe Développement devient Acting for Life : La vie, pas la survie.

2011

Acting for Life transfère à ECPAT France (créée en 1997) ses actions de protection de l'enfance pour se concentrer sur ses projets de développement économique territorial en appui à des organisations locales.

2018

45 ans après sa création, Acting for Life poursuit sa collaboration avec les partenaires du Sud, pour vaincre la pauvreté par un développement économique et social adapté.

## NOS 3 DOMAINES D'ACTION



### AGROPASTORALISME

L'élevage constituerait une source de revenus pour 80 millions de personnes en Afrique de l'Ouest. Les communautés rurales au Sahel dépendent en majorité de la mobilité du bétail pour leur survie. Cette mobilité est menacée par de nombreux phénomènes : changements climatiques extrêmes, pression foncière, conflits dans les zones frontalières, situations sécuritaires dégradées... AFL contribue à sécuriser la mobilité des troupeaux, faciliter l'accès aux aménagements agropastoraux et aux infrastructures marchandes en assurant une collaboration forte entre organisations de la société civile et collectivités locales. AFL est un acteur majeur dans la coordination de l'appui à l'agropastoralisme depuis 40 ans. AFL déploie cette stratégie afin d'inscrire durablement l'agropastoralisme dans le paysage socio-économique des territoires, d'augmenter la résilience des populations et d'appuyer le développement socio-économique des territoires à partir des recettes fiscales tirées de cette filière.



### SYSTÈMES AGRICOLES ET ÉCOSYSTÈMES

AFL appuie la capacité des populations issues du monde agricole en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, à accéder et gérer durablement les ressources naturelles, humaines, matérielles et financières présentes sur leur territoire, afin de générer une activité économique. AFL accompagne les familles paysannes et les organisations de producteurs pour une production diversifiée et adaptée en qualité et quantité aux standards du marché, tout en favorisant les conditions pour la transition vers une production agroécologique et biologique. Les circuits courts de commercialisation sont privilégiés. Des actions de promotion du « consommer local » sont menées auprès des populations, des acheteurs institutionnels, mais aussi en nouant des partenariats avec des entreprises du secteur privé. Les efforts se concentrent également autour de la protection des écosystèmes des espaces naturels, et de la biodiversité. Enfin, AFL apporte également son soutien aux micro-entrepreneurs pour renforcer la viabilité économique et environnementale de leurs activités à travers un accès au financement adapté au milieu rural.



### FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Face au défi de l'insertion professionnelle, AFL mène plusieurs actions d'envergure pour développer des conditions favorables à l'accès à un travail décent, améliorer la qualité de l'emploi, et augmenter les opportunités professionnelles et les revenus des jeunes. Les activités ciblent en particulier le renforcement de formations diplômantes ou qualifiantes pour les jeunes sur des postes d'ouvrier qualifié.e.s ou de technicien.n.es sur des secteurs porteurs. AFL appuie des structures de formation et des ONG locales dans l'élaboration de dispositifs originaux. AFL travaille ainsi à inciter à la commande institutionnelle pour la pratique (chantiers-école), contribue à structurer les référentiels de formation, et effectue une mission de suivi-insertion efficiente des apprenants. AFL œuvre également à l'accompagnement des jeunes en amont des formations (renforcement scolaire) et tout au long des parcours de formation (développement de compétences transversales et du « savoir-être ») afin d'augmenter les capacités des jeunes à se positionner dans leur environnement socio-économique et dans leur emploi.





# VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le rapport 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi que l'évaluation mondiale de la biodiversité effectuée par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES-2019), rappellent l'urgence d'une transformation des modèles de production mais aussi de consommation et d'approvisionnement agro-alimentaire face à la crise climatique et écologique.

Que ce soit en termes d'atténuation (contribution aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre) ou d'adaptation aux effets du changement climatique, les modèles de production sont doublement concernés et impactés. Or, le modèle productiviste porté par la révolution verte s'est trop souvent révélé être une impasse pour la pérennité et le développement de l'agriculture familiale notamment dans les pays du Sud (absence de capitaux, éviction du foncier, perte de la biodiversité, sensibilité accrue au changement climatique...)

La transition écologique sur les plans agricole, pastoral et sylvicole, basée sur la mobilisation des fonctionnalités des agrosystèmes et sur une gestion économe des ressources est une opportunité pour les économies rurales de répondre aux multiples enjeux auxquelles elles doivent faire face.

Ainsi, en sus de la satisfaction des besoins alimentaires des populations rurales et urbaines, la transition écologique vise aussi à préserver les ressources et les écosystèmes, à favoriser un développement territorial inclusif, à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), à faciliter l'adaptation aux effets du changement climatique, et enfin à contribuer à l'amélioration de la santé à travers la qualité des productions et leur diversité.

Cette transition d'un modèle agricole avant tout productiviste, et donc basé sur l'efficacité et l'efficience technique, reposant sur une approche essentiellement descendante mobilisant des capitaux importants vers un modèle agro-écologique, est de plus en plus portée par les producteurs eux-mêmes. Cette approche s'appuie sur des mécanismes de co-production des connaissances, des innovations et des pratiques des différentes parties prenantes et notamment des producteurs eux-mêmes. Le modèle agro-écologique présente une réelle opportunité pour l'économie rurale de mieux valoriser ses productions et de ne pas être en concurrence frontale sur les marchés de proximité et des grandes agglomérations régionales avec l'agriculture et l'élevage productiviste.

De ce fait, depuis déjà quelques années, l'agenda de la transition écologique s'impose progressivement à tous les acteurs de la solidarité internationale et du développement.

## Pour sa part, **Acting for Life** au cours des dernières années mène des projets qui, en nombre croissant, intègrent cette dimension :

- À travers les projets agropastoraux, en favorisant la mobilité du bétail, condition intrinsèque pour le secteur de l'élevage de ruminants en Afrique de l'Ouest, AFL appuie un système de production de viande bovine résilient au changement climatique, adapté aux spécificités de la production fourragère au Sahel et contribuant au maintien de la biodiversité. Ainsi, par ses déplacements, le bétail entretient les parcours en savane contribuant à la stabilité de la strate herbacée et à la régénération arborée. Sachant que la savane tropicale possède une plus grande capacité de séquestration du carbone dans le sol que n'importe quel autre éco-système, l'élevage mobile est protecteur des écosystèmes des terres sèches qui sont plus résilients lorsque la mobilité du bétail est préservée. À l'inverse, lors de la conversion des pâturages naturels en terres agricoles, ces bénéfices sont perdus. À partir d'une analyse écosystémique menée récemment au Sénégal, Assouma et al ont aussi mis en évidence que les émissions d'origine animale sont en fait compensées par la séquestration de carbone dans les sols et la végétation. Finalement, l'élevage transhumant se rapproche de la neutralité carbone.
- Pour relever le défi de nourrir les villes avec des produits locaux et de qualité en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, Acting for Life accompagne les petits producteurs et transformateurs, non seulement à produire d'une façon durable en intégrant les enjeux environnementaux mais aussi et surtout à mettre en place des circuits courts de commercialisation. Ainsi les producteurs et transformateurs améliorent la qualité de leurs produits et peuvent accéder à une certification apportant une valeur ajoutée aux produits. En modifiant les pratiques culturelles à travers des pratiques agro-écologiques, l'agriculture familiale met en place de nouveaux systèmes plus résilients aux effets du changement climatique et multiplie les impacts positifs sur l'environnement (meilleure gestion des sols, de l'eau, réduction de la pollution de l'air et des émissions de GES, protection et préservation de la biodiversité...), tout en améliorant leurs revenus tirés de la commercialisation de leurs produits.

- La transition agro-écologique génère dans les pays du Sud, à la fois de nouveaux besoins de formation, et la création d'opportunités d'insertion professionnelle que ce soit, par exemple, dans le domaine agricole, de la construction ou de l'énergie. Les projets ayant trait à la Formation et l'Insertion Professionnelle menés par AFL s'inscrivent dans cette logique de la transition écologique à travers les filières de formation à l'agroécologie, aux techniques de constructions traditionnelles et écologiques, à l'installation et la maintenance des équipements photovoltaïques.

L'ambition de l'association pour les prochaines années est de faire en sorte que cette contribution à la transition écologique soit inscrite de façon plus structurelle au cœur de toutes nos thématiques et de tous nos projets. Notamment en développant des projets d'adaptation aux changements climatiques basée sur les écosystèmes (approche AbE) qui intègrent les différentes composantes, sociale, économique et environnementale du développement économique.



# LES FAITS MARQUANTS



## Plus de 1000 jeunes formés dans le cadre du PROFIL dans un contexte d'insécurité

La mise en œuvre du projet PROFIL a permis de former 1041 jeunes dans les 12 communes d'intervention, avec un accès égal pour les femmes et les hommes. Les personnes formées ont un niveau scolaire assez bas, seules 4 % ont été au lycée. Interrogées sur leur situation économique, nous constatons une augmentation des revenus pour près de 79 % des personnes formées en activité. Un an après leur formation, 95 % des bénéficiaires déclarent se sentir plus compétents pour mener leurs activités et 62 % ont augmenté leur surface de production. Enfin, 45 % des jeunes femmes se sentent plus indépendantes vis-à-vis de leur famille.



## Un marché potentiel important

L'Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP-Togo) et le groupe Servair ont signé un contrat qui va permettre à l'AMAP de livrer des fruits et légumes au groupe Servair. 15 différents types de produits, entre autres les bananes plantain, l'ananas, ou le haricot vert seront livrés par l'AMAP au groupe Servair, spécialisé dans l'agro-alimentaire et la restauration collective et aérienne. Le partenariat s'inscrit dans le cadre du projet «Facilitation de l'accès des produits agricoles locaux aux marchés institutionnels» (Fapami).

Il vise à sécuriser les ressources de production agricole et valoriser celles-ci à travers la transformation, la commercialisation et la promotion des produits afin d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des familles paysannes. Il cible 1500 producteurs, 200 transformateurs, 450 commerçantes du Togo et du Bénin et est financé à plus 180 millions F.CFA (270 000 €) par le Comité français pour la Solidarité Internationale, la Fondation de France, Servair et Acting for Life.

Parti du constat qu'une part très importante des producteurs vit sous le seuil de la pauvreté alors que l'agriculture contribue à hauteur d'environ 40 % du PIB national et emploie au moins 2/3 de la population active, le projet FAPAMI entend faire gagner des parts de marché aux produits locaux à travers la construction de partenariats équitables et justes entre organisations de producteurs et acheteurs institutionnels.

## Les jeunes trouvent du travail malgré la crise

Malgré la crise du COVID-19, nous constatons dans le cadre du projet READY qu'en moyenne, durant les 12 mois suivant la formation, 81 % des jeunes suivis ont travaillé régulièrement. Par ailleurs, la proportion de jeunes travaillant au fur et à mesure que les mois passent augmente, allant de 72 % à la sortie de la formation à 85 % neuf mois plus tard. Durant ces 12 mois, à l'exception de l'été et des travaux aux champs, la totalité des jeunes suivis et qui travaillent ont développé des activités dans les secteurs concernés par leur formation : électricité ou plomberie. La très vaste majorité des activités développées par les jeunes sont l'exécution intégrale (en tant que chef de chantier) ou la participation (auprès d'un patron) à des chantiers de petite envergure (installations électriques ou sanitaires privatives, installations photovoltaïques privées).



## Cadre stratégique :

Début 2020, Acting for Life a mené une réflexion sur ses orientations stratégiques 2020-2025. Elles ont été présentées et discutées par le Conseil d'Administration en février 2020.

Depuis 45 ans, notre association poursuit le même objectif : lutter contre la pauvreté grâce à l'émergence d'organisations locales répondant aux défis de l'exclusion en Afrique et en Amérique latine. Les thématiques et les modes d'intervention de l'association s'appuient depuis l'origine sur la conviction que les organisations de la société civile des pays du Sud ont un rôle clef à jouer pour sortir les populations vulnérables de la pauvreté et les accompagner sur le chemin de l'autonomie économique et sociale. Contribuer à faire émerger sur les territoires où l'association intervient des acteurs du développement économique local est au cœur de la mission de l'association.

Le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité deviennent de plus en plus des enjeux majeurs pour les pays les moins développés en augmentant la vulnérabilité des communautés les plus exposées, en amoindrissant la capacité à valoriser les richesses potentielles liées à la biodiversité locale et en les exposant aux conséquences du réchauffement climatique. Ce nouveau cadre stratégique entend préciser en quoi et comment Acting for Life apportera sa contribution pour répondre à l'ensemble de ces enjeux.

## L'Amérique latine touchée de plein fouet par le COVID-19

Le Covid-19 a eu un impact économique et social majeur sur la grande majorité de la population. Une grande partie de la population travaille de manière informelle dans la rue, ces personnes se sont retrouvées sans revenu au moment du confinement. De plus, elles n'avaient pas de couverture sociale par l'État. La production et la commercialisation ont aussi été impactées par les restrictions (problèmes logistiques ...). Pour répondre à la crise, Acting for Life et ses partenaires ont mis en place de nouvelles stratégies institutionnelles, afin de respecter les engagements des projets.

Une des stratégies qui a été adoptée dans ce contexte, avec l'objectif de sensibiliser, informer et former la population de la province de Quispicanchi et de la région sur les contextes internationaux, nationaux, régionaux et locaux, ainsi que sur les sujets qui sont abordés dans le cadre du projet CCAIJO. Des microprogrammes radio ont été élaborés en langue quechua et ont rempli des objectifs spécifiques. Concernant la mise en œuvre du projet TADESS, pour le CCAIJO, le contexte de la pandémie a généré des difficultés principalement dans notre relation de face à face avec les bénéficiaires du projet et avec les autres acteurs du territoire. Afin de résoudre ces difficultés en juillet 2020, de nouvelles stratégies de mise en œuvre du projet ont été conçues, ainsi que le plan de surveillance, de prévention et de contrôle Covid-19, ce qui a permis aux équipes de retourner en personne dans les territoires d'intervention du projet en septembre.



## En dépit de la crise les formations se poursuivent

Le PAMPEC propose d'apporter des réponses aux enjeux de la formation et de l'insertion professionnelle en Afrique de l'Ouest dans le domaine du bâtiment et de l'écoconstruction dans les trois pays d'intervention. Malgré un contexte difficile, le projet a globalement atteint les objectifs qu'il s'était fixé pour la tranche 1. En effet, toutes les activités de formation ont pu être mises en œuvre. Le renforcement des centres de formation par la mise en place de nouveaux curricula a également été réalisé. De même la professionnalisation des jeunes par l'organisation de chantier école a bien eu lieu. L'objectif de favoriser l'insertion des jeunes a pu être atteint grâce à la mise en place d'un dispositif de suivi insertion adapté et les résultats de l'insertion des jeunes sont plutôt satisfaisants.

En tout, 96 jeunes ont été accueillis en formation diplômantes dont 26% de jeunes femmes. Les jeunes sont pris en charge dès le démarrage de la formation (hébergement et restauration) et sont dotés d'équipements leur permettant d'avoir le matériel nécessaire pour accéder à des petits chantiers en dehors de la formation.

Cette alternance informelle constitue la première étape d'un parcours d'insertion multiformes. En plus de ces activités qui permettent de limiter les abandons et de favoriser la réussite des jeunes, des actions spécifiques ont été engagées à destination des jeunes femmes en formation. Tout d'abord, des Groupes d'Appui et de Partage (GAP) ont été organisés au Mali et au Bénin. Les GAP ont pour objectif d'entendre et de partager les motivations, les difficultés rencontrées par les jeunes filles dans les formations professionnelles et de développer et renforcer leur confiance en elles, leur autonomisation. Autre exemple, au Togo, des binômes mixtes ont été mis en place sur les plateaux techniques afin de s'assurer que tout le monde ait un accès équitable à la pratique. En moyenne, 35% des jeunes femmes formées exercent une activité rémunératrice.



## Un mécène fidèle

**Air France, dans un contexte de crise renouvelle son partenariat : malgré la très grave crise que traverse le transport aérien, Air France poursuit son soutien aux projets d'Acting for Life et s'engage au-delà de la convention actuelle à soutenir l'association et ses projets dans les prochaines années.**



# Appui à la Mobilité du Bétail pour un meilleur Accès aux Ressources et aux Marchés

La troisième année du projet s'est déroulée dans un contexte très particulier. Depuis la fin décembre 2019, la crise du COVID 19 a éclaté à travers le monde. Ce nouveau paramètre influence négativement l'ensemble des filières de production y compris la filière agropastorale ouest africaine. Dans de nombreux pays, les frontières terrestres ont été fermées, y compris pour les troupeaux. Dans les zones où la mobilité était encore possible, le fonctionnement des marchés a été perturbé voire interrompu. Ce sont tous les acteurs de la filière qui se sont trouvés directement impactés avec des conséquences dramatiques en termes de sécurité alimentaire et de survie à court terme.

L'année 2020 a également été marquée par la dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs pays (Burkina Faso, Niger, RCI, Nigeria). Malgré ce contexte difficile, la mise en œuvre du PAMOBARMA, composante 3 du PREDIP, s'est poursuivie sur l'ensemble des 8 pays d'intervention et pour les 14 partenaires.

La première action a été de renforcer les capacités des acteurs clefs de la filière au niveau transfrontalier. En raison de la crise sanitaire, l'ARED a proposé un dispositif d'accompagnement / recyclage à distance des stagiaires. 19 débats informés de 5 jours chacun ont été réalisés et ont permis de toucher 475 participants aux profils variés. Ce sont plus de 5000 personnes qui ont été directement et indirectement touchées par les enseignements du module. De plus, 72 infrastructures marchandes (MAB ou quais) ont été suivies par des outils statistiques sur l'ensemble des territoires d'intervention du projet.

L'atteinte du Résultat 2, qui correspond à l'amélioration d'un accès aux ressources et aux marchés transfrontaliers par la construction des infrastructures agropastorales, dépend d'un long travail à réaliser en amont qui est souvent très long et fastidieux mais qui est fondamental pour son succès. Avant de parler de construction d'une infrastructure, il faut déjà poser les bases à travers un travail d'ingénierie sociale. Pour les nouveaux territoires, l'année 2020 était le moment de boucler ce travail pour passer à la prochaine



## NOS PARTENAIRES LOCAUX

RECOPA / URFBV / AREN / GAJEL  
OPEF / AEHRB / AJELAMO / GDCA  
CIKOD / GEVAPAF / FENAPFIBVTO  
ANOPER / APESS / VSFB / ACAD  
ETD / GIC.

# 980 000

## AGROPASTEURS RURAUX

soit 140 000 ménages et tout particulièrement les groupes pauvres et vulnérables qui éprouvent des difficultés à valoriser leurs productions (femmes, convoyeurs récemment insérés dans la filière).

# + de 100

## COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

et l'ensemble de leurs administrés qui bénéficieront des réinvestissements socio-communautaires grâce aux recettes fiscales dégagées par les aménagements marchands.

étape (la construction). Pour les anciens territoires, c'était le suivi des infrastructures déjà construites en 2019 et la poursuite des infrastructures prévues pour l'année 2020. Malgré un ralentissement, des aménagements importants ont été réalisés au cours de l'année : 235 km de pistes identifiées, 280 km de pistes négociées ou en cours de négociation, 463,4 km

de pistes balisées, 6 banques d'aliment bétail (BAB) construites, 2 nouveaux points d'eau identifiés et 5 points d'eau réalisés. Notamment, l'année 2020 a été marquée par l'aménagement de 3 marchés à bétail à Gushegu et Buïpe au Ghana et à Bougou au Bénin.

Troisièmement, un ancrage intercollectivité autour de la filière a été développé et est fonctionnel. À travers la mise en marché des animaux, l'élevage génère toute l'année des revenus non seulement pour les agents économiques (producteurs, opérateurs), mais aussi pour les collectivités décentralisées, grâce en particulier aux marchés à bétail. Dans un contexte où, trop souvent, la décentralisation a impliqué un transfert de compétence sans apport concomitant de ressources financières, la filière bétail constitue un formidable levier de ressources fiscales mobilisables pour l'aménagement et la gestion de l'espace, la formation, l'emploi et, de façon générale, le développement.

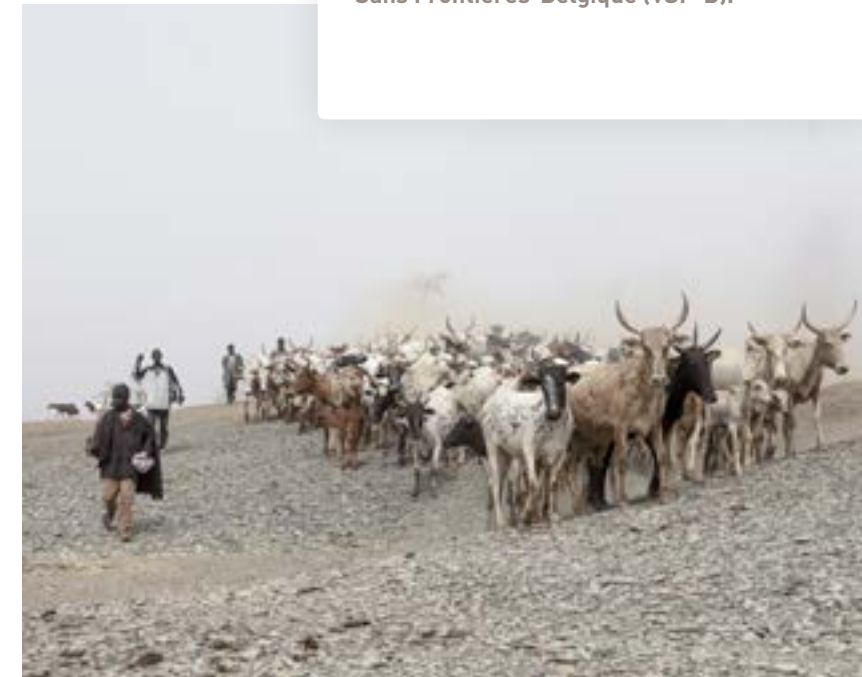
# Projet de Renforcement de l'Entente et de la Cohésion Intercommunautaire au niveau Transfrontalier (PRECIT)

Il y a une forte dégradation du contexte sécuritaire dans les provinces et départements transfrontaliers du Mali et du Burkina-Faso. L'agropastoralisme caractérise plus de 80 % des ménages des territoires transfrontaliers. Or, l'absence d'investissement dans le passé sur la filière agropastorale a accru les difficultés d'accès aux ressources pastorales. Cela, ajouté aux pressions sur les ressources naturelles, incarne la genèse de nombreux conflits et de leur instrumentalisation. C'est à cela que le projet PRECIT tente de répondre. Tout d'abord, à travers la mise en place d'espaces de dialogue intercommunautaire, la tenue de débats informés concernant les enjeux pour le développement économique de la mobilité du bétail, le projet facilitera le dialogue entre les différents groupes d'acteurs stratégiques sur les territoires (Services Techniques, autorités locales, autorités religieuses...) et renforcera ainsi les prises de décision concertée et prévoindra en amont la venue de tensions et conflits. L'impact de ces espaces d'échanges sera consolidé par la réalisation d'aménagements stratégiques (points d'eau, sécurisation de pistes, aires de pâtures...), qui limiteront la pression sur les ressources et diminueront d'autant les tensions sur leurs usages.

Pour cette première année, 279 personnes ont été touchées directement à travers la tenue de 2 débats informés, la mise en place de 25 relais de veille locale, et 6 espaces de dialogue. Indirectement, l'action a touché 837 personnes. 175 agropasteurs ont été touchés par l'établissement de carte d'identité nationale au Burkina. Il faut signaler que cette activité est d'une très grande importance dans le contexte actuel d'insécurité où l'absence de documents d'identité est devenue très dangereuse.

Ensuite, la mise à disposition des stocks d'aliment-bétail, la formation, la mise en place de groupements d'épargne et de crédit et d'AGR (activités génératrices de revenus) faciliteront le développement économique des territoires et notamment des femmes et des jeunes. Répondre au besoin économique des femmes, des hommes et des jeunes et soutenir leur autonomisation sont des éléments essentiels de la gestion des crises et de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme. Pour amortir le choc économique des ménages lié à la pandémie du Covid-19, des vivres ont été achetés et distribués dans toutes les zones d'intervention du projet. Au total, 351,65 tonnes de céréales, 16 260 litres d'huile ont été distribués. 4770 ménages vulnérables ont bénéficié de cet appui, dont 2893 au Mali et 1877 au Burkina.

149 tonnes d'aliment bétail ont été achetées par les partenaires de mise en œuvre et mises à disposition des agropasteurs répartis entre le Burkina et le Mali. Un nouveau magasin a été construit au Burkina et 2 magasins équipés au Mali pour le stockage de l'aliment bétail. Enfin, l'appui sur les collectivités et leur regroupement permettra d'ancrer institutionnellement la gestion du territoire et permettra ainsi de dépasser l'approche sectorielle pour privilégier l'approche territoriale. Le projet aura un impact direct et positif sur les revenus, la sécurité alimentaire et la cohésion sociale évitant ainsi le glissement vers la radicalisation. Le projet améliorera également l'accès aux principaux marchés à bétail. Il diversifiera les portes d'entrée des pasteurs et des agropasteurs dans la filière et optimisera leurs chances d'améliorer leurs revenus.



## NOS PARTENAIRES LOCAUX

Au Bénin : Association pour la Promotion de l'Agropastoralisme, du Pastoralisme, de l'Élevage et de la Promotion Humaine (APAPE-PH), Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savanes (APESS), Initiatives-Conseil-Développement (ICD), Réseau de Communication sur le PASToralisme (RECOPA), Vétérinaires Sans Frontières-Belgique (VSF-B).

# 15 000

## MÉNAGES

Résilience d'au moins 15 000 ménages pastoraux et agropastoraux en augmentant la productivité de leur cheptel par la sécurisation des espaces pastoraux, l'accès en eau, l'approvisionnement en aliment bétail et le renforcement de la cohésion sociale.

# 60

## ESPACES D'ÉCHANGES

Plus de 60 espaces d'échange et de dialogue permettront à au moins 2000 personnes d'appartenance communautaire différentes d'échanger et de construire des espaces d'intérêts communs.



**2020-2023 • CÔTE D'IVOIRE**

Budget : 2 220 000 € • Partenaires financiers : Union Européenne, Air France

## Gestion durable, Participative et Intégrée en lien avec la Préservation de la Biodiversité des territoires périphériques du Parc National de la Comoé (PAPBio Comoé)

Les espaces ruraux du nord de la Côte d'Ivoire subissent une pression anthropique croissante. Le projet PAPBio Comoé a pour objectif de promouvoir un développement économique endogène, durable et inclusif autour de la Zone de Biodiversité du Mont Tingui en périphérie du Parc National de la Comoé situé dans le nord-est de la Côte d'Ivoire. Le projet PAPBio Comoé ambitionne de concentrer ses investissements en termes d'aménagements agro-sylvo-pastoraux et d'infrastructures de base sur la zone du Mont Tingui, avec la volonté d'en faire un modèle de gestion de l'espace par les populations, à même de réduire les conflits agriculteurs-éleveurs et l'insécurité foncière, de promouvoir de nouvelles activités économiques, et de réduire les inégalités entre agriculteurs locaux. Le projet vise à contribuer in fine à la préservation des écosystèmes du Parc National de la Comoé (PNC) en donnant des alternatives crédibles aux différents utilisateurs des espaces périphériques du PNC.

En ce qui concerne les activités, deux débats informés ont pu être réalisés. Aussi, le diagnostic pastoral de la région du Tchologo a été réalisé. Les Plans de Développement Locaux (PDL) sont en cours d'élaboration : la phase de réalisation des enquêtes diagnostiques participatifs a été achevée, et la phase de rédaction des rapports des diagnostics participatifs des 14 centres est en cours d'achèvement. Ces rapports seront ensuite validés par les populations avant de passer à la phase d'élaboration des plans d'action prioritaires.

Une première version des diagnostics agraire, agropastoral et vétérinaire est disponible. Au niveau des appuis agricoles, les producteurs et productrices de la zone d'intervention ont bénéficié de plusieurs séances de formation sur les filières du karité et de l'anacarde.

Pour le volet agropastoral, l'identification et la négociation des

**1500** AGRICULTEURS / AGRICULTRICES  
accompagnés dans l'évolution de leurs pratiques agricoles sur au moins 3000 ha.

**2** COOPÉRATIVES  
sont accompagnées vers la certification et la valorisation biologique de leurs productions.

espaces à aménager a débuté avec les populations locales dans plusieurs localités. Le premier cadre de concertation en santé animale a également permis de valider la stratégie de renforcement des services vétérinaires privés de proximité. Aussi, des appuis à la filière élevage sont organisés via la sécurisation des pistes axées sur les tronçons stratégiques des aires protégées et la réalisation d'aménagements agro-pastoraux sécurisés, aménagés et gérés de façon conjointe, inclusive entre les usagers et les acteurs institutionnels. Des appuis aux services vétérinaires et aux éleveurs sur les questions de santé animale sont également offerts.

Fin 2020, ce sont 150 personnes qui sont sensibilisées à l'importance d'une mobilité apaisée avec des aménagements durables, 16 villages sont officiellement délimités, 14 Plans de Développement Locaux sont élaborés, 1500 agriculteurs et agricultrices accompagnés dans l'évolution de leurs pratiques agricoles sur au moins 3000 ha. Du côté de la construction d'aménagements pastoraux : 170 km de piste à bétail sont sécurisées, 7 points d'eau sont réalisés, 5 parcs de nuit sont construits, 5 aires de pâture et 3 aires de repos sont aménagées, 3 parcs de vaccination sont construits. Enfin, 20 auxiliaires d'élevage et professionnels de santé animale sont formés et équipés.

### NOS PARTENAIRES LOCAUX

**Nitidæ** : a pour objectif est de concevoir, développer et mener des projets qui associent la préservation de l'environnement et le renforcement des économies locales. Nitidæ conduit actuellement une cinquantaine de projets, principalement à Madagascar, au Burkina Faso, au Mozambique et en Côte d'Ivoire.

**OPEF** : l'Organisation Professionnelle des Éleveurs de Ferkessedougou a pour objectifs de : contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des éleveurs de bétail et des transhumants ; améliorer l'état sanitaire des animaux et du cheptel et informer et sensibiliser les éleveurs à la tenue des bonnes pratiques de l'élevage conformément aux lois en vigueur.

**VSF-B** : Vétérinaires Sans Frontières aide les éleveurs dans huit pays africains à se construire un avenir meilleur. Cet avenir commence avec des animaux en bonne santé. VSF-B aide les populations à améliorer leur élevage et tout ce qui y est lié : des microcrédits à la vente, de la gestion de l'eau et du fourrage aux formations, en passant par le matériel agricole, l'aide d'urgence, les pourparlers de paix et le plaidoyer politique.



**2020-2022 • BURKINA FASO**

Budget : 1 000 000 € • Partenaire financier : Agence Française de Développement

## Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes burkinabé dans la région de l'Est (PROFIL)

Le projet se déroule dans la Région de l'Est, frontalière de la Région Sahel et du Niger, caractérisée par une dégradation de la situation sécuritaire, une montée de l'insécurité alimentaire, et confrontée à de nombreux défis, notamment un taux de croissance démographique important (plus de 3 % par an) et une forte migration rurale. Un tiers de la population a entre 15 et 35 ans et 50 % des habitants ont moins de 15 ans alors que le secteur agricole est la principale activité économique. De plus, le niveau de scolarisation est très faible, et l'accès à l'enseignement technique et à la formation professionnelle est limité. Pour répondre aux besoins des jeunes, AFL a mis en place un dispositif de formation-insertion territorialisé, au plus près des bénéficiaires et propose des formations courtes pratiques permettant de développer ou de démarrer des activités en lien avec le domaine agrosylvopastoral et l'artisanat rural : champ-écoles céréalières, maraîchages, embouche, aviculture, transformation laitière ou encore maçonnerie, menuiserie ou mécanique rurale. Ce sont plus de 26 filières qui ont été sélectionnées avec les acteurs locaux et en lien avec les opportunités économiques du territoire. Les formations proposées portent sur les grands enjeux de la zone comme l'agro écologie et la mobilité du bétail. L'ancrage territorial fort du dispositif, des ONG locales très reconnues sur le terrain, et une expertise d'AFL en matière de formation et d'insertion ont été des éléments clés pour la réussite de ces formations.

Fin 2019, 682 jeunes, de 18 à 35 ans, ont donc eu accès à une ou plusieurs formations dans les 12 communes d'intervention avec un accès égal pour les femmes et les hommes. Ces formations collectives directement dans les zones d'habitation des jeunes ont permis d'instaurer une dynamique de groupe et de mettre en lien les jeunes avec les services techniques et les organisations de producteurs. Suite aux formations, les jeunes ont été nombreux à intégrer des organisations agricoles, et 16 groupements ont vu le jour à leur initiative. En 2020, 94 % des jeunes ont démarré une nouvelle activité en lien avec la formation et plus de la moitié l'ont fait avec des personnes rencontrées pendant la formation. Pour près de 80 % d'entre elles et eux, ces nouvelles compétences leur ont permis d'augmenter production et revenus, mais aussi de se sentir plus compétents et indépendants de leurs familles. Les formations sont également un vecteur fort de cohésion sociale dans une région déjà fragilisée et qui a vu sa situation sécuritaire se dégrader fortement depuis 2018 et le nombre de personnes déplacées internes à cause des conflits augmenter.

Le dispositif de formation-insertion mis en place par le projet a démontré qu'il permet de répondre aux besoins des jeunes sur le territoire. Les perspectives pour les suites du projet sont d'adapter le dispositif aux nouveaux enjeux de la zone : élargir le public cible pour toucher les jeunes plus vulnérables, renforcer la cohésion sociale en favorisant le dialogue entre les jeunes mais aussi avec les autorités publiques et les communautés hôtes, enfin renforcer l'accompagnement des jeunes pour le développement de leurs activités.

**1041**  
JEUNES BÉNÉFICIAIRES



### NOS PARTENAIRES LOCAUX

ARFA, RECOPA, Tin Tua





## 2017-2021 • BURKINA FASO

Budget : 3 000 000 € • Partenaires financiers : NORAD, Air France, Fondation AnBer, Fondation Ditumba

# Raising Employment Access and Development for Youth (READY)

**A**u Burkina Faso, un tiers de la population a entre 15 et 35 ans. La pression sur le marché de l'emploi est considérable et l'insertion professionnelle des jeunes burkinabé est un défi immense dans un pays où le secteur formel n'emploie que 4 % de la population active. À l'instar des autres pays dans la sous-région, les centres de formation professionnelle sont encore trop peu dotés et les programmes sont souvent mal adaptés aux innovations et besoins du marché. Dans ce contexte, Acting for Life mène un projet d'envergure pour l'insertion et la formation professionnelle des jeunes (16-25 ans) au Burkina Faso avec un triple objectif : faciliter l'accès de 1300 jeunes à la formation, améliorer l'offre de formation et renforcer le lien entre la formation et l'emploi. Certaines actions sont menacées par la dégradation de la situation sécuritaire, notamment dans les régions Est et Sahel.

Le projet READY est mis en œuvre dans 4 régions du Burkina Faso : les régions du Sahel, de l'Est, des Cascades et des Hauts-Bassins. Il se concentre sur trois secteurs de formation : agriculture, plomberie et électricité. AFL et ses partenaires proposent aux jeunes des cursus longs, de 2 ans ; mais également des formations courtes de quelques jours, spécifiquement sur des thématiques agricoles. Elles sont destinées à de jeunes ruraux peu qualifiés et villageois, ayant peu de ressources. En 2020, et malgré le contexte pandémique, 7 formations modulaires de 2 à 6 jours ont pu être organisées. Depuis le début du projet en 2017, 348 personnes dont 53 % de femmes ont ainsi participé à des formations courtes : agroécologie, apiculture, production et utilisation de pesticides bio, étuvage du riz, transformation de la tomate fraîche et production de savon.

Par ailleurs, les jeunes en formations longues ont bénéficié de formations complémentaires en informatique, entrepreneuriat, marketing et réseaux sociaux, mais aussi en plomberie et en électricité (formations additionnelles délivrées directement par des professionnels). Des formations de type « soft skills » ont aussi été ajoutées aux programmes, tout comme des cours de renforcement

# 812

JEUNES

812 jeunes ont démarré une formation longue (CQP en 2 ans) et bénéficié d'une prise en charge intégrale.

Environ 350 jeunes villageois et villageoises ont participé à une formation modulaire courte en agriculture.



## NOS PARTENAIRES LOCAUX

**OCADES Bobo Dioulasso** : Le Burkina Faso compte 15 OCADES (Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité). OCADES Burkina / Bobo Dioulasso, située dans la région des Hauts-Bassins, développe des projets d'éducation, notamment dans les domaines de l'hydraulique et de l'agriculture.

**TIN TUA** : Depuis 1989, l'Association Tin Tua (ATT) a pour objectif de promouvoir un développement durable par le biais de l'alphabétisation, de l'innovation pédagogique, et de la formation. Fortement ancrée en milieu rural, elle est impliquée depuis plus de 10 ans dans le secteur de l'électrification solaire, a créé un centre de formation agricole, et développé ses propres modules d'appui à l'entrepreneuriat et de formation agricole.

en français et en mathématiques, qui permettent aux élèves une remise à niveau.

Les actions visent à faciliter l'accès des jeunes à la formation et au monde de l'emploi ; mais également à créer les conditions optimales pour le déroulement de la formation, avec pour objectifs l'amélioration des résultats scolaires, la diminution de l'absentéisme et de l'abandon et une meilleure articulation avec le monde professionnel.

Pour que les jeunes bénéficient d'un apprentissage de qualité, 8 centres de formation ont été dotés de moyens matériels et humains supplémentaires. Le projet cherche à augmenter les effectifs de filles au sein des filières de formation. Les apprenants sont suivis tout au long de leur scolarité pour améliorer leurs chances de trouver un emploi ou de développer leurs propres activités après la formation. De juillet 2019 à juin 2020, OCADES et Tin Tua ont réalisé 858 suivis auprès de 111 jeunes qui avaient fini la formation. 81 % des jeunes suivis ont travaillé régulièrement dans leurs domaines durant les 12 mois suivant leur formation.

# 3

### FILIÈRES CIBLÉES

**agriculture, plomberie et électricité**, pertinentes au regard des besoins sur le marché du travail.



## 2019-2022 • MALI, TOGO ET BÉNIN

Budget : 1 050 000 €  
Partenaires financiers : AFD, Air France

# Projet d'appui aux métiers de la pierre et de l'éco-construction (PAMPEC).

**S**i la forte croissance économique (5 %) de l'Afrique de l'Ouest offre des perspectives encourageantes, chaque année les jeunes entrent encore plus nombreux sur un marché du travail caractérisé par la prédominance du secteur informel (90 % à 95 % des emplois). En amont de l'emploi, l'offre de formation professionnelle formelle reste encore limitée. À ces difficultés s'ajoutent les contraintes des apprenants : difficultés financières et géographiques d'accès aux formations, capacités d'accueil limitées des centres, difficultés d'insertion professionnelle post-formation.

L'objectif global du projet est d'améliorer le développement économique et social des artisans, des artisanes et des jeunes sur les territoires d'intervention au Mali, au Togo et au Bénin. Le projet a pour objectif spécifique de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur du bâtiment par : le développement d'une offre nouvelle de formation ; un dispositif de suivi-insertion ; l'appui au développement de filières territoriales d'écoconstruction dans les régions de Mopti (Mali), de la Kara et des Savanes (Togo) et des départements de l'Atacora et de la Donga (Bénin) à travers la commande institutionnelle. Les enjeux : faciliter l'accès à la formation professionnelle pour des jeunes femmes et hommes vulnérables ; diversifier et renforcer l'offre de formation dans son contenu (écoconstruction), ses formats (long et courts, diplômants/qualifiants) et ses modalités pratiques (chantiers-écoles), en lien avec les enjeux climatiques de l'écoconstruction ; développer des modalités pratiques et un dispositif de suivi-insertion favorisant autant la professionnalisation que l'implication des acteurs privés et publics. Enfin, grâce à cette dynamique multi-pays, le renforcement des échanges de compétences Sud-Sud est facilité.

Le PAMPEC répond aux enjeux de l'insertion des jeunes en Afrique de l'Ouest en articulant les systèmes de formation-insertion à des dynamiques de développement territorial. Les chantiers-écoles et

## NOS PARTENAIRES LOCAUX

**Au Bénin : l'Association des Communes de l'Atacora et de la Donga (ACAD)**, partenaire d'Acting for Life pour des programmes agro-pastoraux, s'est montrée intéressée pour développer un programme d'appui à la formation aux métiers de la pierre. La dimension territoriale de l'ACAD, de par sa fonction de renforcement de capacités et d'interface entre les 13 communes qui la composent, permet un travail d'animation territoriale et d'appuyer ainsi le développement de la filière pierre dans le nord du Bénin.

**Au Togo : l'ONG GEVAPAF - Gestion de l'Environnement et Valorisation des Produits Agropastoraux et Forestiers** créée en 2011, travaille sur les thématiques de développement durable, d'agroécologie, et de promotion des ressources locales. Elle dispose d'une expérience réussie en gestion de projet et en animation territoriale. Sur les problématiques de formation professionnelle et d'insertion, GEVAPAF est reconnue organisme intermédiaire pour la mise en œuvre du Programme d'appui au Développement à la Base.

**Au Mali : APAPE-PH, l'Association pour le Pastoralisme, l'Agro-Pastoralisme, l'Élevage et la Promotion Humaine** dispose d'expérience en matière d'appui à la formation professionnelle, de développement local, d'écoconstruction. À sa mission d'appui au pastoralisme et à la gestion des ressources naturelles en lien avec les activités d'AFL dans ce domaine, s'ajoute la promotion humaine et un souci particulier d'appui à la jeunesse dans une région en proie aux difficultés sécuritaires.

les dispositifs de suivi-insertion mis en œuvre favorisent la professionnalisation des jeunes autant que l'implication des acteurs privés et publics dans les parcours d'insertion. L'appui aux artisans (équipements, formations...) et aux collectivités locales (assistance technique, co-financement) contribuent également au développement de filières d'écoconstruction. En effet, le projet favorise le développement de la filière pierre/terre en incitant les collectivités locales à intégrer ces matériaux locaux dans leur construction et en les accompagnant à travers un fonds de dotation. Ces dynamiques locales bénéficient du renforcement des ONG locales partenaires et des échanges multi-pays.







**2018-2021 • BÉNIN, TOGO**

Budget : 253 087 € • Partenaires financiers : Air France, CFSI, Fondation de France

# Promotion des produits locaux à travers la restauration sur les marchés de masse et institutionnels (PARMI)

Le projet a pour objectifs de :

- Valoriser les produits et les mets locaux à travers la restauration et en assurer l'accès aux consommateurs urbains et ruraux par des actions concrètes innovantes ;
- Inciter les pouvoirs publics, tant au niveau local que national, à s'impliquer davantage dans les politiques alimentaires ;
- Partager entre acteurs les connaissances acquises sur la commande publique de produits locaux à travers des actions concrètes.

Dans le département des Collines, véritable « carrefour » du Bénin qui regorge de restaurants, maquis etc., ce sont les acteurs de la restauration de rue qui sont soutenus à travers des formations et des équipements. L'accent a été mis en 2020, pendant la pandémie, sur l'amélioration de la qualité et de la visibilité des produits locaux, tant au Bénin qu'au Togo, via des ateliers cuisine, des formations à l'hygiène et aux services à la clientèle, la labellisation des restaurants, des outils de communication, etc... Le GIC s'est beaucoup impliqué dans la communication auprès de divers publics : de la sensibilisation en milieu scolaire à l'initiation d'un plaidoyer afin de faciliter une appropriation politique au plan national du consommer local.

Au Togo, le projet facilite la distribution et la contractualisation en accompagnant les unités de transformation dans la maîtrise des coûts et l'amélioration de la qualité des produits agricoles vendus auprès du restaurant universitaire de Lomé. Avec l'ONG togolaise OADEL, l'action vise également le renforcement de capacités des associations de consommateurs et la sensibilisation des acheteurs à la commande de produits du territoire.

Au Togo et au Bénin, de nombreux ac-



## NOS PARTENAIRES LOCAUX

**L'Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local (OADEL)**, créée en 2003 au Togo, est partenaire d'Acting for Life depuis 2015. Sa mission : la promotion du droit à l'alimentation par le biais de la consommation des produits agricoles locaux transformés et emballés.

**Le Groupement Intercommunal des Collines (GIC)** est une association intercommunale qui travaille depuis plus de 20 ans avec les 6 Communes du Département des Collines, au centre du Bénin. Le GIC est partenaire d'AFL depuis 2015. Son but est de participer au développement économique et social concerté des Communes membres à travers la promotion de l'intercommunalité. Il intervient en outre dans l'appui à la maîtrise d'ouvrages communaux, l'appui institutionnel et la mobilisation de ressources.

**80**

**RESTAURATRICES DE RUE**

20 maquis et 50 cuisiniers du restaurant Universitaire de Lomé.

**15**

**UNITÉS DE TRANSFORMATION**

2 promoteurs de produits locaux.

**350**

**ÉTUDIANTS**

9300 consommateurs.

**13**

**COMMUNES DE LOMÉ**

6 communes du département des Collines, 2 associations togolaises de consommateurs.

teurs - ONG, Ministères, Organisations internationales - sont impliqués dans la réflexion sur des systèmes alimentaires plus durables.

En 2020, 6 restaurants sont labellisés « Délices des Collines » ; la part des ingrédients locaux utilisés dans la préparation des mets est de 62 %. Avec la crise sanitaire, le chiffre d'affaires des restauratrices n'a pas pu être revalorisé mais les communes des Collines utilisent des produits locaux à 100 % lors des cérémonies. Des actions en faveur du « consommer local » sont relayées par des associations togolaises de consommateurs. Au Bénin comme au Togo, des mesures ont été prises par les décideurs nationaux et locaux en faveur de la promotion des produits locaux (signature de décrets communaux, stratégie nationale d'approvisionnement des cantines, cadre incitatif national de promotion des produits du terroir, etc.).



**2019-2021 • BURKINA FASO**

Budget : 195 343 € • Partenaires financiers : CFSI, Fondation de France, Air France

## Accompagnement des Acteurs sur les Marchés Institutionnels AGRICOLES (AMIAGRI)

L'objectif général du projet AMIAGRI est de promouvoir des partenariats durables et équitables entre Organisations de Producteurs (OP) et Collectivités Locales pour une amélioration de l'approvisionnement des cantines publiques en produits agricoles locaux de qualité dans la région des Cascades au Burkina Faso. Pour y parvenir, le projet vise à favoriser les partenariats entre acteurs de l'offre (producteurs-transformateurs) et de la demande (institutions publiques/privées) de produits agricoles locaux sur un même territoire ; améliorer la qualité, la disponibilité et l'accessibilité des produits vivriers (riz, niébé, produits maraîchers) auprès des jeunes et des enfants dans les cantines ; sensibiliser à la consommation responsable et mener un plaidoyer en faveur de la commande publique de produits agricoles locaux.

Les ateliers sur la mise en application de la commande institutionnelle ont permis d'instaurer un dialogue entre une cinquantaine d'acteurs de la région. Suite à ces ateliers, les acteurs de l'offre et de la demande maîtrisent mieux les nouvelles politiques alimentaires, les volumes de produits agricoles disponibles sur le territoire, les besoins prononcés par les communes ainsi que les exigences et procédures administratives qui sous-tendent les commandes institutionnelles. Par ailleurs, la mise en place du réseau des OP NAFA SIRA a été une étape importante pour une meilleure collaboration entre les organisations de producteurs et de transformateurs de la région. Le renforcement des capacités matérielles et techniques sur les normes de qualité des produits et sur la contractualisation-négociation a permis aux producteurs-transformateurs : i) d'améliorer l'organisation du travail (en particulier l'hygiène dans les unités de transformation) et la qualité des produits (meilleure maîtrise de l'humidité, du tri, du conditionnement) ; et ii) d'accéder à de nouveaux débouchés commerciaux plus équitables. Aussi, en accompagnant les acteurs de la demande, soit les acheteurs institutionnels (sensibilisation des communes à la commande locale et formation aux procédures préférentielles), on facilite l'accès des producteurs locaux aux marchés et on incite les communes à prendre des engagements. La sensibilisation des jeunes et des enfants sur le droit à l'alimentation et le « consommer local » est une stratégie pertinente et durable (impact sur l'alimentation des familles et sur l'éducation) ; d'autant plus que la démultiplication du module de formation à travers le réseau des Associations de Mères Éducatrices (AME), représente un atout incontestable en termes d'ancrage dans la durée et sur le territoire. Par ailleurs, l'animation d'émissions interactives sur les radios et la participation des OP à des foires permettent de toucher un grand nombre de consommateurs. Le plaidoyer en faveur de la commande locale auprès des institutions publiques a été possible grâce à plusieurs leviers : le ciblage des institutions (besoins importants de denrées ou pouvoir de décision), la réalisation de divers outils de communication (plaquette, répertoire, vidéo), la mobilisation des acteurs (réseau NAFA SIRA et CPF), et différentes formes d'échanges (rencontres en petits groupes, échanges téléphoniques, participation à des foires et conférences).

Enfin, on peut noter les résultats obtenus en 2020 : 10 partenariats conclus entre les OP de la région des Cascades, la création du réseau des OP Nafa Sira, 7 contrats signés directement entre institutions publiques et OP pour un total de 952 tonnes de produits agricoles, et 1211 tonnes écoulées par les OP du territoire auprès des opérateurs privés. 40 585 personnes sensibilisées aux enjeux de l'alimentation, dont 5 398 élèves, 35 150 consommateurs, 4 personnalités, 33 élus locaux et nationaux et 6 engagements pris par des institutions publiques en faveur de projets alimentaires territoriaux.



## NOS PARTENAIRES LOCAUX

**Confédération Paysanne du Faso** : La Confédération Paysanne du Faso regroupe 14 organisations paysannes du pays et œuvre pour une agriculture familiale durable, productive, compétitive, qui garantisse l'accès à la terre et assure la sécurité et la souveraineté alimentaires.

**Inades Formation Burkina** : L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social a été créé à Abidjan en 1962. Le bureau du Burkina Faso ouvre en 1975 et développe aujourd'hui des actions dans les domaines du développement agricole, de la décentralisation, de la gestion des ressources naturelles, du financement du monde rural et de la communication paysanne.

**1000**

**PRODUCTEURS**  
(membres des OP FEPAB, UNERIZ, etc.)

**50**

**TRANSFORMATEURS**  
(membres des OP UNERIZ Karfiguéla, SCOPP SiraNyuma, etc.)

**350 femmes** des associations de mères éducatrices (AME),

**17 communes** réparties sur 2 Provinces (Comoé et Léraba),

**5000 écoliers** de 13 écoles,

**50 apprenants** du centre de formation de Sindou,

**35 commerçants** répartis dans 17 communes,

**1 000 000 d'habitants** consommateurs de la région des Cascades.





**2017-2021 • ÉQUATEUR**

Budget : 870 300 € • Partenaires financiers : AFD, Fondation AnBer, Air France

# REACTIV - Réactivation de l'économie locale après un séisme

**L**e projet a été initié pour appuyer la réactivation de l'économie locale suite au séisme d'avril 2016 en favorisant l'accès aux marchés d'organisations de producteurs. Il porte sur les filières économiques qui représentaient les principales sources d'emplois avant le séisme : le tourisme, le cacao et la pêche artisanale. 760 familles de la province d'Esmeraldas (nord-ouest du pays) sont accompagnées pour développer et diversifier leur activité et ainsi renforcer leur résilience en cas de nouveau choc.

En 2020, CEFODI a accompagné 3 associations de pêche artisanale, 4 associations de tourisme communautaire et 3 entreprises dont les producteurs sont actionnaires (de cacao, sacha inchi et production de glaçons pour la pêche) pour renforcer leurs processus organisationnels et commerciaux à travers des ateliers en gestion entrepreneuriale (115 personnes y ont été formés) et une assistance technique personnalisée pour l'amélioration des processus productifs et de transformation, ainsi que la mise en application d'outils de gestion commerciale. Par ailleurs, fin 2020, CEFODI a initié un travail de révision des plans d'affaires des organisations pour prendre en compte les conséquences de la pandémie sur l'activité économique (diversification de l'offre et accès à de nouveaux marchés). Enfin, plusieurs réunions ont été organisées entre les organisations de pêcheurs qui souhaitaient se structurer en réseau pour commercialiser collectivement. Une étude a été lancée pour définir de manière participative un modèle de gestion, identifier les complémentarités entre les organisations et élaborer un plan commercial en fonction de la demande locale et nationale.

En 2020, CEFODI a continué à renforcer des systèmes financiers locaux et a appuyé la création de 10 nouveaux. Malgré une forte baisse de leur activité due aux conséquences de la pandémie de Covid 19 (60 % de crédits en moins), ces groupes d'épargne et de crédits ont permis de soutenir l'activité économique des communautés : plus de 50 % des crédits octroyés en 2020 étaient des crédits productifs ou commerciaux. De plus, 70 personnes de ces groupements ont été renforcées lors de formations en éducation financière. Afin de faire face à la diminution de l'activité économique due à la pandémie, une nouvelle activité a été intégrée en appuyant le développement de cultures de légumes et d'élevage de poules permettant d'assurer la souveraineté alimentaire en cette période difficile et de diversifier l'activité économique par la vente des excédents commerciaux sur les marchés paysans municipaux. Certaines organisations ont ajouté de la valeur à ces productions par exemple par la vente de poulets fumés et une organisation de pêche a intégré les légumes dans la production d'hamburgers de poisson.



## NOTRE PARTENAIRE LOCAL

**La Corporation Esmeraldas pour la Formation et le Développement Intégral (CEFODI)** a été créée en 1993 avec un fort ancrage territorial dans la province d'Esmeraldas. Ses axes d'intervention : contribuer au développement rural à travers le renforcement d'associations locales et l'amélioration des systèmes de production et d'accès aux marchés, la gestion durable des ressources naturelles (accès à l'eau et à l'assainissement, gestion des mangroves) et la défense du droit aux services de base des communautés locales.

**180**

**PERSONNES IMPLIQUÉES**

dans la création et le renforcement de groupements d'épargne et de crédits.

**580**

**FAMILLES DE PRODUCTEURS AGRICOLES de pêcheurs, et de promoteurs de services touristiques bénéficient d'un appui pour le développement ou le renforcement d'activités économiques.**

**1 ONG LOCALE**

renforcée par l'intégration de nouvelles méthodologies.



**2019-2021 • PÉROU**

Budget : 281 333 € • Partenaire financier : Air France

# Transition vers une Agriculture Durable et une Économie Sociale et Solidaire

**1130**

**BÉNÉFICIAIRES DU PROJET.**

**C**e projet vise à la structuration des districts productifs agroécologiques à Ocongate, Ccatca et Andahuaylillas, comme moteur d'un développement économique du territoire fondé sur une production de qualité respectueuse de l'environnement, commercialisée au niveau local mais aussi national.

Le projet est fondé sur 4 axes : production, commercialisation, concertation locale, accès au crédit. Les entreprises familiales des filières productives stratégiques (produits laitiers, cochons d'Inde) sont accompagnées au niveau technique pour améliorer la qualité et rentabilité de leur production. Les producteurs et productrices sont formés en gestion entrepreneuriale pour une meilleure gestion de leur activité économique. Un fonds pilote d'innovation a été mis en place pour permettre aux entreprises familiales de financer l'amélioration technologique productive. Par ailleurs, sont développées et structurées de nouvelles filières stratégiques telle que celle des champignons et une production agricole diversifiée (pommes de terres) est encouragée pour assurer la souveraineté alimentaire du territoire et l'alimentation des familles.



**2017-2020 • COLOMBIE**

Budget : 331 875 € • Partenaires financiers : Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, Air France

**L**e projet vise à renforcer les capacités des producteurs pour la mise en œuvre d'initiatives de développement économique sur leur territoire. Il s'agit à la fois de formations pour la participation dans les espaces de concertation public-privés, et de formations en agro écologie et en économie sociale. Pour favoriser l'épargne et faciliter l'accès à de petits crédits, le projet promeut et accompagne la structuration de Groupes autogérés d'épargne et de crédit (GAAC). Depuis le début du projet, 29 groupes ont été formés 414 personnes les ont rejoint dont 55,8 % de femmes.

**130**

**JEUNES RURAUX**

bénéficient d'un renforcement de leurs capacités pour le développement d'initiatives socioéconomiques.

**60**

**PRODUCTEURS DE CAFÉ**

ont accès à un nouveau marché grâce à la Tienda Garittea.

## NOTRE PARTENAIRE LOCAL

**L'Asociación Jesús Obrero (CCAIJO)** a été fondée en 1971 avec l'objectif d'améliorer les conditions de vie des habitants de Quispicanchi, une des provinces rurales à proximité du Cuzco, un territoire historiquement pauvre et marginalisé. Grâce à son ancrage dans le territoire et à sa proximité avec les populations paysannes, CCAIJO est un acteur reconnu par les populations et les autorités locales.

Le projet appuie les entreprises familiales dans la commercialisation pour favoriser un meilleur accès dans les marchés locaux et à Cuzco. En outre, CCAIJO achète une partie de la production à un prix plus élevé que celui du marché, réalise un processus d'affinage des fromages et les commercialise à travers la marque « D'Ausangate » selon les principes de l'économie sociale et solidaire qui prévoit une redistribution des bénéfices sur le territoire. Malgré un fort impact de la Covid-19 (restrictions des déplacements, etc.) et le report de certaines activités, de nouvelles formes de commercialisation à travers les nouvelles technologies ont vu le jour, ouvrant un potentiel pour le développement d'une nouvelle clientèle.

Enfin, les organisations de producteurs et productrices sont renforcées et participent avec CCAIJO aux espaces de concertation locale pour promouvoir la priorisation de politiques de développement agro écologique et le développement d'un label territorial.

















## NOTRE PARTENAIRE LOCAL









**L'Instituto Mayor Campesino (IMCA)** a été créé en 1962 avec pour objectif de former et d'encourager la participation des populations rurales de la Valle du Cauca aux espaces de concertation publics et privés. Pendant les années 90, face à l'intensification du conflit armé dans la région, l'IMCA a travaillé à la construction d'alternatives pour que les communautés puissent vivre à l'intérieur du conflit, tout en étant une force de résistance pacifique. Aujourd'hui, l'IMCA consolide ces dynamiques à travers l'appui à la production agro écologique, le développement d'initiatives économiques ESS et l'articulation des acteurs du travail.



# LISTE DES PROJETS



PAYS	ANNÉE	PROJET	PARTENAIRES LOCAUX	PAGE
 <b>Multipays</b> Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Togo	2018-2022	PAMOBARMA - Projet d'appui à la mobilité du bétail pour un meilleur accès aux ressources et aux marchés en Afrique de l'Ouest	ACAD, AEBRB, AJELAMO, ANOPER, APRESS, AREN, CIKOD, ETD, FENAPFIBVTO, FREFBV, GAJEL, GEVAPAF, GDCA, GIC, OPEF, RECOPA, URFBV, VSFB	12
 <b>Multipays</b> Bénin, Togo	2017-2022	FIPEC - Formation et insertion professionnelle par l'éco-construction	ACAD, GEVAPAF	
 <b>Multipays</b> Bénin, Togo	2018-2021	PARMI - Promotion de produits locaux à travers la restauration sur les marchés de masse et institutionnels	GIC, OADEL	18
 <b>Multipays</b> Bénin, Togo	2019-2022	FAPAMI - Faciliter l'accès des produits agricoles locaux aux marchés institutionnels	Hortitechs Développement, AMAP Bénin, AMAP Togo, OADEL	
 <b>Multipays</b> Bénin, Mali, Togo	2019-2022	PAMPEC - Projet d'appui aux métiers de la pierre et de l'éco-construction	ACAD, APAPE-PH, GEVAPAF	17
 <b>Multipays</b> Burkina Faso, Mali	2020-2022	PRECIT - Projet de Renforcement de l'Entente et de la Cohésion Intercommunautaire au niveau Transfrontalier	APAPE-PH, APRESS, ICD, RECOPA, VSF-B	13
 <b>Burkina Faso</b>	2019-2021	AMIAGRI - Soutenir les marchés institutionnels de produits agricoles locaux	INADES, CPF	19
	2017-2021	READY - Raising employment access and development for youth	OCADES, TinTua	16
	2019-2021	PASRAP - Projet d'Appui à la Stabilisation des Régions Sahel, Nord et Est du Burkina	APRESS, RECOPA	
	2018-2021	PSAE - Profil Jeunes Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes burkinabé dans la région de l'Est	TinTua, RECOPA Est, ARFA	15
	2018-2020	RUFSTA - Répondre à l'Urgence et Faciliter la Stabilisation des Territoires Agropastoraux	RECOPA	
 <b>Colombie</b>	2017-2020	Économie solidaire pour la construction de la paix territoriale dans la vallée du Cauca	Instituto Mayor Campesino	21
	2019-2021	Préservation et gestion durable de l'écosystème de la Ciénaga de Zapatosá	Fundación ALMA	
 <b>Côte d'Ivoire</b>	2019-2023	POCOMO	Nitidae, OPEF, VSFB, Chigata	14

PAYS	ANNÉE	PROJET	PARTENAIRES LOCAUX	PAGE
 <b>Équateur</b>	2017-2021	REACTIV - Réactivation de l'Économie locale des provinces équatoriennes de Manabi et Esmeraldas	CEFODI, CEPESIU	20
	2017-2021	SOS FAIM, REACTIV	SOS FAIM, REACTIV	
<b>Jordanie</b>	2018-2021	Projet d'appui à la résilience, à l'intégration et à l'éducation des réfugiés	Jesuit Refugee Center	
 <b>Mali</b>	2019-2020	PRECAREP - Projet de Renforcement des capacités de Résilience en milieu pastoral à l'Ouest Mali	ICD	
 <b>Mauritanie</b>	2019-2022	GITE - Gestion Intercommunale de l'environnement pour l'adaptation agro-sylvo-pastorale au changement climatique	GNAP, GRDR	
 <b>Pérou</b>	2016-2020	Renforcement des filières laitière et cochon d'Inde dans les municipalités d'Ocongate et Ccatca	CCAIJO	
	2019-2021	TADESS - Transition vers une Agriculture Durable et une Économie Sociale et Solidaire	CCAIJO	21
 <b>Sénégal</b>	2019-2021	SL FEDI - Projet Formation Emploi Développement et Insertion dans le département de Saint Louis	Diapalante	
 <b>Togo</b>	2018-2020	PROMEKO - Valoriser les produits agricoles pour le développement économique territorial	CONGAT, OADEL	
<b>TRANSVERSAL</b>	2019-2021	PAMOC 3 - Soutenir la Mobilisation des ONGs françaises sur le Climat	AFD, GERES	
<b>TRANSVERSAL</b>	2019-2021	Approche genre dans les projets FIP	Partenaires FIP	



# RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2020

Les comptes d’Acting for Life sont certifiés et audités annuellement par un Commissaire aux comptes. Depuis 2018, le Cabinet Deloitte est l’auditeur d’Acting for Life. Les comptes certifiés sont publiés ensuite au Journal Officiel. La présentation suivante en est le résumé. Les projets co-financés par des bailleurs institutionnels font également l’objet d’audits de vérification des dépenses réguliers. Conformément aux règles comptables des associations, et afin de mieux refléter l’activité pluriannuelle d’Acting for Life, qui gère des projets sur plusieurs années, un suivi par projet des engagements donnés et reçus est mis en place. Les états financiers présentés reflètent l’activité de l’exercice ainsi que la position des engagements en fin d’année.

**Rappel** : En 2020, l’application du règlement ANC 2018-06 constitue un changement de méthode comptable. Pour Acting for Life, ce nouveau règlement affecte la présentation des comptes au Bilan et au compte de résultats ainsi que quelques modifications des tableaux de l’annexe. De plus, on constate que les mouvements de fonds dédiés ont été réaffectés au résultat d’exploitation ce qui permet d’obtenir une meilleure lisibilité du résultat d’exploitation. Enfin, le dernier changement significatif a constitué à scinder les contributions financières des concours publics et autres subventions d’exploitation.

## L’actif

L’actif détaille le patrimoine de l’association qui est composé essentiellement de subventions à recevoir (rubrique « autres créances ») et de trésorerie. Les subventions à recevoir ont diminué de 49 % par rapport à 2019 ce qui signifie qu’en 2020, les subventions reçues ont été moins importantes que les subventions consommées, ce qui est logique dans le cycle projets de l’association mais ce phénomène a été accru par la crise COVID qui a décalé les décisions sur certains projets en cours d’élaboration. Par ailleurs, les disponibilités ont augmenté de 21 % à 11 024 K€ : une partie des subventions à recevoir pour 2021 étaient déjà dans la trésorerie de l’association.

## Le passif

Les fonds dédiés et les PCA ont diminué sur 2020 : -10 % de fonds dédiés et -31 % de PCA. En effet, en 2020, 2 projets ont été démarrés :

- le projet PRECIT (Renforcement de l’Entente et de la Cohésion Intercommunautaire au niveau Transfrontalier) réalisé au Mali et au Burkina Faso, cofinancé par l’Union Européenne à hauteur de 1 500 K€.
- le projet RUFSTA (Répondre aux Urgences et Faciliter la Stabilisation des Territoires Agropastoraux au Burkina Faso - Régions Sahel et Est), cofinancé par le Centre de Crise et de Soutien du MEAE à hauteur de 480 K€.

## Bilan

Le bilan traduit la situation d’Acting for Life au 31 décembre 2020

En K Euros	2020 brut	Amt & Prov	2020 net	2019 net	Var.	Var. %
ACTIF						
Actif immobilisé						
Immobilisations incorporelles	14	8	6	2	4	243%
Immobilisations corporelles	55	47	8	14	(6)	- 43%
Actif circulant						
Autres créances	5 701	0	5 701	11 095	(5 394)	- 49%
VMP	18	0	18	18	0	
Disponibilités	11 024	0	11 024	9 142	1 882	21%
Charges constatées d’avance	9	0	9	12	(3)	- 26%
TOTAL ACTIF	16 820	55	16 766	22 546	(5 781)	- 26%

PASSIF						
Fonds propres						
Fonds sans droit de reprise	2 038	0	2 038	2 037	2	0%
Autres réserves	110		110	110		
Résultat de l’exercice	29	0	29	2	27	1777%
PRC	0	0	0	0	0	
Fonds dédiés	4 318	0	4 318	4 792	(474)	- 10%
Dettes						
Emprunts et dettes assimilées	1 452	0	1 452	532	921	-173%
Fourn. et comptes rattachés	190	0	190	87	103	118%
Dettes fiscales et soc.	58	0	58	267	(208)	- 78%
Autres dettes	31	0	31	7	24	324%
PCA	8 539	0	8 539	12 450	(3 911)	- 31%
TOTAL PASSIF	16 766		16 766	20 283	(3 517)	-17%

## Compte de résultats

Le compte de résultats présente l’activité de l’année en mettant en avant les principaux postes de produits et de charges.

En K Euros	2020 ANC 2018-06	2019 ANC 2018-06	2019 CRC 99-01	Var.	Var. %
PRODUITS D’EXPLOITATION					
Subventions d’exploitation	1 133	1 796	6 124	- 664	- 37%
Contributions financières	4 889	4 328			
Reprises sur amortissements	173	179	179	- 6	- 3%
Utilisation des Fonds dédiés	1 456	5 600			
Autres produits	41	52	52	- 11	- 21%
TOTAL DES PRODUITS (I)	7 692	11 956	6 355	- 4 263	- 36%
CHARGES D’EXPLOITATION					
Autres charges externes	578	1 145	1 145	- 567	- 50%
Impôts, taxes	88	97	97	- 9	- 9%
Salaires et traitements	974	1 082	1 082	- 108	- 10%
Charges sociales	368	427	427	- 59	- 14%
Dotation aux amortissements	6	7	7	- 1	- 20%
Dotation aux provisions					
Report en Fonds dédiés	982	4 792			
Autres charges	4 669	4 273	4 273	396	9%
TOTAL DES CHARGES (II)	7 665	11 932	7 030		
1- Résultat d’exploitation (I-II)	28	- 11 932			
Produits financiers	1	3	3	- 2	- 64%
Charges financières					
2- Résultat financier (V-VI)	1	3	3	-2	- 64%
3- Résultat avant impôt (I-II+III -IV+V-VI)	29	- 11 929	-782	11 958	-100%
Produits exceptionnels					
Charges exceptionnelles		25	25	- 25	-100%
4- Résultat exceptionnel (VII-VIII)		- 25	- 25	25	-100%
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	7 694	11 959	6 359	- 4 265	- 36%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)	7 665	11 957	7 165	- 4 292	- 36%
5- Solde intermédiaire	29	2	-806	27	1777%
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs			5 600		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			4 792		
6- Exédent ou Déficit	29	2	2	27	1777%



## Les ressources

Au 31/12/2020, les ressources s’élèvent à 7 693 K€, soit une diminution de 36 % par rapport à 2019, liée notamment à la diminution de l’utilisation des fonds dédiés (anciennement appelé report de ressources non utilisées sur exercices antérieurs).

Les subventions publiques enregistrées pour les projets s’élèvent à 4 531 K€ au 31/12/20 et correspondent aux subventions publiques consommées sur 2020 dont 1 133 K€ correspondant aux financements publics français, et 3 398 K€ correspondant aux financements publics européens UE et Coopération Norvégienne.

## Les emplois

Les charges d’exploitation sont constituées pour 60 % de subventions accordées par l’association, comme en 2019. Il s’agit essentiellement des transferts de fonds versés aux partenaires locaux de mise en œuvre des projets. En 2020, les subventions transférées aux partenaires sur le terrain ont été réalisées principalement dans le cadre des projets PAMOBARMA (2 294 K€), PRECIT (607 K€) et READY (455 K€).

Les ressources affectées au projet représentent 90 % des charges d’exploitation.

## Évènements postérieurs à la clôture :

La poursuite de la crise associée à la pandémie COVID-19 en 2021, voire son accentuation dans certains pays, n’avait pas été totalement anticipée lors de l’élaboration du budget 2021. Il est donc possible que les actions et réalisations de certains projets subissent des retards qui seraient susceptibles de créer un effet de ciseau : augmentation des coûts fixes (ressources humaines non imputées sur les projets) et diminution des ressources (frais administratifs). Cependant, à ce stade (mai 2021), ce risque ne s’est pas matérialisé et continue à faire l’objet d’un suivi régulier afin de prendre, si nécessaire, des mesures budgétaires correctives.



# PARTENAIRES FINANCIERS

Acting for Life ne pourrait mener à bien ses projets sans l'aide de ses partenaires financiers fidèles. Grâce à eux, l'association peut augmenter considérablement l'impact de ses actions sur le terrain. Acting for Life souhaite remercier tous ceux qui se sont engagés, s'impliquent et s'investiront encore à ses côtés.



Établissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis 1941 pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement. L'AFD est un partenaire financier historique d'Acting for Life en Afrique et en Amérique latine. Par son soutien, l'AFD participe à l'émergence de programmes régionaux et nationaux d'envergure sur des thématiques stratégiques pour Acting for Life, dans le cadre du montage de formation qualifiante, et autour d'enjeux de développement économique territorial en lien avec la filière agropastorale dans la région sahélienne.



L'Union Européenne, à travers son dispositif EuropeAid, participe au développement de politiques destinées à réduire la pauvreté dans le monde, à assurer le développement durable et à promouvoir la démocratie, la paix et la sécurité. Depuis plusieurs années, l'Union Européenne soutient Acting for Life en Afrique et en Amérique latine sur l'ensemble des enjeux stratégiques.



Dispositif de l'aide humanitaire et de l'aide au développement du gouvernement britannique, le Department for International Development (DFID) s'engage dans le renforcement du développement durable et de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Reconnue pour son expertise de la région sahélienne, Acting for Life bénéficie du soutien du DFID depuis 2013 pour ses actions menées autour des problématiques de mobilité de la filière bétail en Afrique de l'Ouest.



Partenaire de l'ONG Acting for Life depuis plus de 40 ans, Air France a inscrit son partenariat de long terme en Afrique, en Amérique latine et en Asie dans la mise en place de programmes de développement économique et territorial, de soutien aux petits producteurs éleveurs et agriculteurs, et d'insertion et formation professionnelle au profit des populations les plus défavorisées. Véritable levier économique, le soutien d'Air France a permis de réaliser des études et d'initier des projets sur des territoires en suivant des approches innovantes permettant de lancer des programmes plus importants avec des partenaires institutionnels publics.



L'agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) relève du Ministère norvégien des affaires étrangères. Ses principaux champs d'action sont l'éducation, l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques, le soutien à la démocratie, l'accès à la santé et aux énergies renouvelables. Le NORAD soutient Acting for Life depuis 2017 pour ses actions en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle en Afrique.



Leader français de la restauration et des métiers de la logistique du transport aérien, SERVIR soutient depuis plusieurs années l'ONG Acting for Life. En 2019, cette entreprise de 10 000 salariés a renforcé son accompagnement à la démarche de développement portée par Acting for Life, sur ses actions de développement agricole durable en Afrique.



Le groupe ADP est un leader mondial de la conception, de la construction et de l'exploitation d'aéroports. Partenaire historique de l'ONG Acting for Life, le groupe ADP soutient l'équipe et les projets grâce à la mise à disposition de locaux au sein de l'aéroport du Bourget. Ce partenariat contribue grandement à la stabilité et à la pérennité des actions portées par l'association.



Partenaire historique et engagé, la fondation privée reconnue d'utilité publique AnBer agit dans la lutte contre la pauvreté à travers le soutien aux projets dans la santé, l'éducation, le travail, la lutte contre la misère. Ses fondateurs, toujours disposés à soutenir les approches innovantes visant la création d'emploi et l'entrepreneuriat local des populations les plus marginalisées, ont soutenu de nombreux projets en Afrique, en Amérique latine et en Asie sur tous les axes stratégiques d'Acting for Life.



L'ONG Acting for Life bénéficie d'un soutien financier de la Fondation de France à travers le dispositif PAFAO « Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale en Afrique de l'Ouest » dans le cadre de ses actions au Togo, Bénin et Burkina Faso. La Fondation de France, en partenariat avec le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) valorise et promeut ainsi les initiatives d'organisations africaines et internationales visant à développer une agriculture familiale durable et dynamique, apte à nourrir les villes d'Afrique de l'Ouest en pleine expansion.



Le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) coordonne l'action de la France pour les crises se déroulant à l'étranger impliquant des ressortissants français ou dans le cadre d'actions humanitaires d'urgence. Il soutient Acting for Life depuis 2019 pour venir en aide aux familles vulnérables à travers le projet d'aide d'Urgence en milieu agropastoral dans la Région de l'Est du Burkina Faso (PURE-BF).



Depuis 2017, la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France (CARPF) et Acting for Life ont décidé d'engager plusieurs années de collaboration. La proximité géographique des deux entités et le partage d'une vision commune des enjeux de la solidarité internationale ont contribué à la naissance de cette relation de partenariat. Ainsi la CARPF s'est engagée dans la démarche de soutien au développement économique et territorial des populations les plus vulnérables en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest.



La Fondation Caritas France se consacre à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion depuis 2009. Elle a soutenu de nombreux projets d'Acting for Life, notamment en Afrique autour des problématiques de formation et d'insertion professionnelle. Thématique pour laquelle elle accorde un intérêt particulier et accompagne Acting for Life dans son processus de renforcement des formations qualifiantes dans la région ouest-africaine.



La Fondation Ditumba a pour mission de financer la formation professionnelle de jeunes défavorisés, prioritairement en Afrique subsaharienne, notamment au Burkina Faso. Depuis 2017, elle soutient l'ONG Acting for Life sur un projet d'amélioration de la qualité de la formation professionnelle, et d'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes au Burkina Faso dans trois secteurs clé du marché local : électricité photovoltaïque, plomberie et activités agricoles.



Créée en 2011, la Fondation Motul Corazón, sous l'égide de la Fondation de France, a pour but d'aider les jeunes défavorisés ou en difficulté. Depuis 2016, la Fondation Motul Corazón soutient un projet de formation et d'insertion professionnelle aux métiers de la pierre au Mali.



# GOVERNANCE ET ORGANISATION\*

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

### Responsable du Secrétariat Général

Anne-Marie BORGES

### Secrétaire - Maquettiste

Sandrine DA COSTA

contact@acting-for-life.org 01 49 34 83 13

## Responsable Mécénat et Philanthropie

Valérie CHAUVÉAU

vchauveau@acting-for-life.org

## Responsable de la communication

Rachel KUPERMINC

rkuperminc@acting-for-life.org

## Responsable des déplacements et de la logistique

Nathalie FILIN

nfilin@acting-for-life.org

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

## BUREAU

**Directeur exécutif**  
Bertrand LEBEL

## PROGRAMMES

**Responsable programmes Afrique**  
Cédric Touquet

### Chargé-e-s de programmes

Zana COULIBALY - Agropastoralisme

Estelle DANDOY - Développement agricole

Emmanuelle DIÉ - Agropastoralisme

Soumaila FOMBA - Agropastoralisme

Léa POTTIER - Formation et Insertion Professionnelle

Annabelle POWELL - Agropastoralisme

Clélia ROUCOUX - Formation et Insertion Professionnelle

**Responsable programmes Amérique latine**  
Sara TEILLARD

### Chargé de programmes

Angelo CONSOLI

Amérique latine et climat

## BUREAU D'ACTING FOR LIFE

**Jean-Cyril SPINETTA**  
**Président**

Président honoraire d'Air France et d'Air France KLM

**Jean-Marie JOLY**  
**Secrétaire général**

Secrétaire général d'ECPAT (End Child Prostitution And Trafficking) Luxembourg

**Philippe CALAVIA**  
**Trésorier**

Directeur financier honoraire d'Air France KLM

**Xavier BOUTIN**  
**Expert**

Directeur Fondateur de l'IECD  
Président de l'IMRA

**Guy DELBREL**  
**Expert Afrique**

Directeur des relations extérieures Afrique d'Air France-KLM

## ADMINISTRATEURS

**Emile BOURDIN**

Président fondateur d'ONGs de développement

**Nicolas BUTTET**

Ancien avocat et député suisse  
Fondateur des instituts Philanthropos et Ecophilos de Fribourg et de la Fraternité Eucharistein

**Henri-Michel COMET**

Directeur général adjoint du Groupe ADP

**Boris ELOY**

Directeur marketing, communication et innovation de Servair

**Yves EZANNO**

Secrétaire général du Board of Airlines Representatives, représentant toutes les compagnies aériennes étrangères présentes en France

## Michel ENNESSER

Président directeur général honoraire de Servair

**Bernard-Marie GEFROY**

Accompagnateur spirituel

**Lorraine KIHIL**

Directrice de Vosj'Innove  
Directrice exécutive honoraire d'Acting for Life

**Haïm KORSIA**

Grand Rabbin de France

**Philippe LE GOFF**

Directeur des Ressources Humaines honoraire des PNC d'Air France

**Bernard LEMETTRE**

Président honoraire du « Mouvement du Nid »  
Diacre à Wattrelos

**Patrick RENAUD**

Président de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France

**Jean-Pierre SAUVAGE**

Président du Board of Airlines Representatives, représentant toutes les compagnies aériennes étrangères présentes en France

**François VELLAS**

Professeur d'économie internationale à l'Université de Toulouse Capitole  
Directeur du Master Tourisme

## ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**Responsable administratif et financier**  
Anne LE BOURSICOT

**Responsable administratif et financier Afrique**

Sabrina HEUZEY

**Responsable administratif et financier Amérique latine**

Sonia GUERREIRO

### Comptable

Fy RATSISOARANA

**Assistante comptable et administrative**

Harilalaina RASAMINAIVO

### Chargé-e-s d'appui financier

Grégoire COLOOS

Léa GHAMLOUCHE

Maciré KEITA

Delphine LARAT

Shani ROBERT

Estelle ROCHE - ECPAT France

\*Organigramme et gouvernance au 23 juin 2021



# ARTICLES MAGAZINE AIR FRANCE

Depuis plusieurs années, les projets, les partenaires et les thématiques d'action d'Acting for Life ont l'opportunité d'être mis en lumière dans Air France Magazine, diffusé à plus de 400 000 exemplaires mensuellement aux passagers dans les avions.

## Récolter l'avenir

Au Burkina Faso, grâce à la contribution d'Air France, Acting for Life et l'ONG Arfa accompagnent de jeunes ruraux pour valoriser et développer la culture de produits biologiques.

Dans l'est du Burkina Faso, Acting for Life et l'Association pour la recherche et la formation en agroécologie (Arfa) agissent de concert dans le cadre du Projet de formation et d'insertion locale des jeunes (Profil) financé par l'Agence française de développement depuis 2018. Une centaine de jeunes, femmes et hommes, ont ainsi suivi des formations agroécologiques, prolongées par des expérimentations sur le terrain auprès de producteurs pour un développement commercial collectif, un échange de pratiques sur davantage de sécurité alimentaire ou la fertilisation des sols. Une unité de transformation du sésame a été créée avec comme objectif premier la certification biologique pour améliorer les revenus locaux. Des premiers pas vers une agriculture plus vertueuse, adaptée à la fois aux besoins des hommes, des femmes et de la nature.



## Vers la souveraineté alimentaire

Grâce au soutien d'Air France, Acting for Life et la Fundación Alma accompagnent les populations nord-colombiennes pour valoriser et développer une agroécologie.

Le marais de Zapatos est une zone humide, riche en biodiversité, mais fortement dégradée par la pollution, la déforestation et l'élevage intensif. Acting for Life et son partenaire la Fundación Alma mènent un projet de préservation et de restauration de cet écosystème au bénéfice des populations locales. Leur but ? Accompagner les familles pour développer leur cour ou leur jardin et valoriser leurs productions, renforçant ainsi leur souveraineté alimentaire. Ces parcelles agroécologiques permettent de cultiver plus de 30 espèces indigènes, profitables à la régénération des sols et augmentant leurs qualités nutritives. L'autre volet du projet permet d'échanger des connaissances et de sauvegarder des valeurs culturelles ancestrales.



## Se former pour s'insérer

Au Sénégal, grâce à la contribution d'Air France, Acting for Life et Diapalante accompagnent des jeunes vulnérables vers l'accès à un travail dans des secteurs très porteurs localement.

Dans la région de Saint-Louis, les jeunes représentent près de la moitié de la population et 30% d'entre eux sont au chômage. Face à cette situation, Acting for Life mène un projet liant formation et insertion professionnelle, mis en œuvre par l'ONG Diapalante. Un groupe de 70 jeunes, dont 40% de femmes, suivront des formations sur des filières porteuses : énergies renouvelables et écoconstruction, mais aussi sur des thématiques transversales telles que le droit du travail, l'entrepreneuriat ainsi que des actions de sensibilisation sur les inégalités de genre. Ces 70 jeunes bénéficiaires sont suivis pour leur permettre d'intégrer des emplois durables.

**Promoting inclusion** In the region of Saint-Louis, young people represent nearly half the population, and 30% of them are unemployed. To help remedy this situation, Acting for Life is supporting a work-study project, run by the NGO Diapalante. A group of 70 young people, 40% of whom are women, will receive training in growth sectors: renewable energies and eco-construction, but also in interdisciplinary fields like labor law, entrepreneurship and awareness-raising initiatives on gender inequality. Mentoring these 70 young recipients will help them obtain long-term employment.



## Alimenter les recettes locales

Avec l'appui d'Air France, Acting for Life soutient l'agriculture familiale au Togo et au Bénin. L'objectif ? Mieux consommer et améliorer la sécurité alimentaire.

Dans ces deux pays, une agriculture à fort potentiel ne trouve pas suffisamment de débouchés, en raison de la concurrence des denrées alimentaires importées et des nouveaux modes de consommation. Grâce au soutien d'Air France, Acting for Life accompagne 1 200 producteurs et 600 transformateurs. Au Togo, elle aide les unités de transformation dans la maîtrise des coûts et l'amélioration de la qualité des produits vendus au restaurant universitaire de Lomé. Au Bénin, elle valorise boissons et mets locaux de 20 maquis et 100 restauratrices de rue. Forts de cet appui, les hommes et les femmes, cultivant et transformant ces denrées à petite échelle, pourront trouver des débouchés commerciaux équitables et stables.



## CAPITALISATION 2020

PUBLICATIONS

- Projet READY : premiers bilans du suivi Post Formation des jeunes – Acting for Life (2020)
- Livret de sensibilisation et plaidoyer pour une production alimentaire durable et une consommation responsable en Afrique de l'Ouest – E. Dandoy, Acting for Life (septembre 2020)
- Organisations paysannes et marchés institutionnels au Burkina Faso, Estelle Dandoy, 2020, CFSI, <https://www.alimenterre.org/organisations-paysannes-et-marches-institutionnels-au-burkina-faso>
- En Afrique de l'Ouest : Modèles d'entreprises et promotion du consommer local, Estelle Dandoy, 2020, CFSI, <https://www.alimenterre.org/en-afrique-de-l-ouest-modeles-d-entreprises-et-promotion-du-consommer-local>

VIDEO

- Améliorer l'approvisionnement des cantines au Burkina Faso - Rasca Production

Toutes les publications, vidéos et actualités sont à retrouver sur le site internet : [www.acting-for-life.org](http://www.acting-for-life.org) et nos réseaux sociaux :





# NOS 3 THÉMATIQUES D'INTERVENTION



Formation et insertion  
professionnelle



Agropastoralisme



Systèmes agricoles et écosystèmes

Acting for Life est membre de :



**ACTING  
FOR LIFE**

40, avenue de l'Europe  
93350 Le Bourget Aéroport  
Tél. : +33 (0)1 49 34 83 13  
[contact@acting-for-life.org](mailto:contact@acting-for-life.org)  
[acting-for-life.org](http://acting-for-life.org)